

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

Remboursements des frais de mission du personnel et des élus - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

1. Prise en charge des déplacements du personnel

Les modalités et conditions du règlement des frais de déplacements temporaires sont prévues par les dispositions combinées du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, modifié en 2007, et du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Pour ce qui concerne le montant des indemnités versées dans le cadre de ces déplacements en France métropolitaine, ce dernier est fixé par arrêté ministériel de façon forfaitaire à 15.25 € pour les frais de repas et 60 € pour les frais d'hébergement (arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat).

Toutefois, et en application de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières (telles que la réalité des prix, les

déplacements fréquents en région parisienne contribuant à la bonne exécution des missions de service public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier...), une délibération peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Pour les frais d'hébergement, il est proposé, à titre dérogatoire, les règles de remboursement suivantes :

- 100 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris).

Ce barème est fixé pour une durée limitée à 4 ans. Le remboursement sera effectué sur la base de la dépense réellement engagée dans la limite des plafonds définis ci-dessus.

Pour les frais de repas, il est proposé de fixer le remboursement sur la base forfaitaire précisé par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé : 15,25 € par repas du midi ou du soir.

Dans le cadre d'un mandat spécial, les agents se verront remboursés l'intégralité de leurs frais de transport, hébergement et restauration sur la base de frais réels et sur justificatifs originaux.

2. Prise en charge des déplacements des élus

Le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la collectivité aussi bien sur l'ensemble du territoire national métropolitain qu'en outre-mer ou à l'étranger, dans le cadre de formation ou de mission de représentation.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de la collectivité au sein des personnes publiques ou organismes précités, notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de la Ville de Montpellier, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du CGCT et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'évènement exceptionnel nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger, une délibération dédiée interviendra.

En cas de déplacement d'élus non couvert par un mandat spécial (représentation ponctuelle, formation...), les règles applicables aux fonctionnaires telles que décrites dans le point 1 de la présente délibération s'appliqueront.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de mission du personnel et des élus de la Ville de Montpellier tels que définis ci-dessus ;
- De dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20171103-16356A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/11/17
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.